



Protectionnisme agricole : plus nuisible qu'on ne le pense

L'agriculture suisse affiche encore un net potentiel d'amélioration en matière de compétitivité. C'est la conclusion à laquelle est arrivé l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) dans [trois études](#). La production agricole est peu efficace en raison du haut degré de protection du secteur et les prix élevés des produits agricoles affectent davantage les consommateurs qu'on ne le pense. Aujourd'hui encore, plus de la moitié du revenu brut de l'agriculture suisse est issu de la protection (aux frontières) et du soutien politique direct (paiements directs principalement). Or la protection de l'agriculture est source d'inefficacité. Dans son communiqué de presse, l'OFAG indique qu'il serait possible de réduire les coûts de production à l'achat ainsi qu'au niveau de l'organisation des exploitations. De grandes différences sont apparues par rapport à la concurrence internationale, en particulier en ce qui concerne les machines et les bâtiments. Cela n'est guère étonnant dans un environnement qui encourage les investissements directs (via les subventions et les crédits à des conditions privilégiées) et indirects (entre autres au moyen d'incitations fiscales, de privilèges en matière d'aménagement du territoire). Dès lors que deux calories d'énergie doivent être importées pour chaque calorie produite, une grande partie de l'agriculture suisse reste très éloignée d'une production efficace et n'est pas prête à affronter la concurrence.

Les coûts des denrées alimentaires pèsent sur le budget des ménages

La protection agricole et les prix élevés des produits agricoles pèsent considérablement sur le budget des consommateurs. Le [rapport sur la répartition des richesses](#) présenté par le Conseil fédéral fin août montre que le protectionnisme agricole nuit davantage aux consommateurs helvétiques que

généralement présupposé. Les habitants de Suisse consacrent 12,1 % de l'ensemble de leurs dépenses de consommation aux denrées alimentaires et aux boissons non alcoolisées. À cela s'ajoute que les dépenses liées aux repas pris hors du domicile augmentent constamment. Le Conseil fédéral a noté par ailleurs que les dépenses nécessaires pour couvrir les besoins matériels élémentaires grèvent dans une mesure supérieure à la moyenne le budget des ménages moins bien lotis : les dépenses d'alimentation et de logement (hors meubles) représentaient près de la moitié de l'ensemble des dépenses de consommation dans la période de 2009 à 2011 (48,8 %).

La protection aux frontières et le soutien à la production dont bénéficie l'agriculture suisse induisent un manque d'efficacité au niveau de la production et des prix élevés pour les produits agricoles qui affectent les consommateurs plus durement que ce qui est généralement admis. Il est donc très important d'améliorer la productivité et de réduire le protectionnisme – pour le revenu des agriculteurs, les consommateurs et la sécurité alimentaire de la Suisse.